

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 26 JANVIER 1928

Rapport complémentaire de la Commission de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, chargée de l'examen du Projet de Loi tendant à l'insertion, dans les cahiers des charges des entreprises de l'État, d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales. (Texte adopté par le Sénat au premier vote.)

(Voir les n°s 185, 380 (session de 1925-1926), 258 (session de 1926-1927) et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants*, séances des 9, 16, 22, 29 et 30 juin 1927 ; les n°s 162, 219 (session de 1926-1927) ; 7, 13, 16, 18, 23, 42 et 48 (session de 1927-1928) et les *Annales parlementaires du Sénat*, séances des 14, 15, 20, 22 et 23 décembre 1927 ; 17, 18 et 26 janvier 1928.)

Présents : MM. EYLENBOSCH, président ff. ; JAUNIAUX, MOYERSEN, SIMONIS, VAN COILLIE et RUTTEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Votre Commission de l'Industrie et du Travail a examiné les amendements suivants au texte adopté par le Sénat au premier vote.

Le premier, déposé par M. Moyersoen, qui propose de rédiger comme suit l'alinéa 5 de l'article 3 :

« Le cas échéant, la direction de la Caisse peut réduire *soit proportionnellement, soit d'une somme fixe par tête d'enfant*, et dans la mesure nécessaire pour que cette limite ne soit pas dépassée, les taux minima imposés par le barème légal ou par le barème au moins équivalent autorisé par arrêté royal. »

Voici les considérations par lesquelles fut justifié cet amendement :

Si l'on doit se borner dans tous les cas à une réduction proportionnelle, cette réduction atteindra beaucoup plus lourdement les familles nombreuses que les familles à un ou à deux enfants. Il saute aux yeux, en effet, qu'une réduction

de 20 ou de 30 p. c. est insignifiante quand il n'y a qu'un ou deux enfants. Mais il n'en est plus de même lorsque cette réduction porte chaque mois sur des sommes de 2 à 300 francs. Il a donc semblé opportun de laisser les intéressés choisir entre les deux systèmes.

Votre rapporteur, faisant abstraction de ses préférences personnelles, a cherché une solution intermédiaire donnant satisfaction à M. Moyersoen, auteur du nouvel amendement, tout en tenant compte des arguments qu'a fait valoir le Gouvernement pour justifier son texte et qui l'avaient entièrement rassuré.

On peut objecter au texte de M. Moyersoen qu'il n'est pas vrai de façon absolue, qu'une réduction proportionnelle atteindra toujours plus durement les familles nombreuses que les autres. Supposons que pour ne pas dépasser les 3 p. c., il faille réduire de 20 p. c. le barème prévu. Si pour y arriver, on enlève 3 francs à celui qui n'en recevait que 15, il est clair que cette réduction

est proportionnellement plus sensible que celle qui enlève la même somme de 3 francs à celui qui en touche 80.

Et puis, le Sénat, à la demande de l'immense majorité des intéressés, a décidé l'octroi d'un subside à partir du premier enfant. Certes, le Gouvernement s'est réservé le droit, dans des cas exceptionnels, de supprimer au profit des familles nombreuses les allocations prévues en faveur des deux premiers enfants. Mais j'estime qu'il serait contraire à l'esprit du texte voté par l'immense majorité du Sénat, de permettre à la direction d'une Caisse, et sans aucune consultation préalable, de réduire à rien ou presque à rien, le subside au premier et au deuxième enfant.

Remarquons enfin, que le projet actuel permet d'obtenir ce que désire M. Moyersoen. Si la majorité des intéressés désirent voir réduire au profit des familles nombreuses les subsides au deux premiers enfants, elle pourra toujours obtenir du Roi le barème équivalent prévu à l'alinéa 2. Si, alors, une seconde réduction proportionnelle est opérée en vertu de l'alinéa 5 actuel, il ne reste plus pour les deux premiers enfants que des allocations si minimales qu'elles ne peuvent plus nuire aux familles nombreuses.

Dans ces conditions, votre rapporteur vous propose un nouveau texte, tenant soigneusement compte des divers points de vue et qui est de nature, il l'espère, à rallier la majorité.

Le mot « proportionnellement » disparaîtrait de l'alinéa 5 tel que nous l'avons voté en première lecture, mais le texte de cet alinéa serait complété comme suit : « Le cas échéant, la direction de la Caisse peut réduire, dans la mesure nécessaire pour que cette limite ne soit pas dépassée, les taux minima imposés par le barème légal ou par le barème au moins équivalent autorisé par arrêté royal. *La réduction s'opère dans une proportion égale sur les divers taux. Toutefois, les taux prévus en faveur des deux premiers enfants peuvent être*

diminués dans une mesure plus forte que les taux suivants, sous la réserve que l'écart entre les deux proportions ne soit pas supérieur à 100 p.c. »

Supposons ce texte admis et qu'il faille opérer une réduction de 20 p. c. dans des cas exceptionnels, la réduction pourra aller jusqu'à 40 p. c. pour les deux premiers enfants.

Art. 7. — Des membres de la Commission ont vivement insisté sur les graves inconvénients de l'absentéisme qui sévit dans les charbonnages au début de la semaine.

Afin de pouvoir mieux réagir contre un abus que personne n'approuve, ils auraient voulu qu'il leur restât permis de supprimer temporairement les allocations familiales aux ouvriers qui, après avoir été prévenus, s'obstineraient à ne pas venir travailler le lundi et parfois même les deux jours suivants. Mais la majorité du Sénat n'entend pas que l'institution des allocations familiales devienne un moyen d'infliger des peines aux ouvriers, même s'ils ne sont pas excusables. Il a estimé que les industriels disposent d'autres moyens pour réagir contre l'abus des absences injustifiées. Il n'en est pas moins vrai que la femme et les enfants, qui en souffrent le plus, ont aussi le plus grand intérêt à ce que cet abus disparaisse. En cette matière, une sentimentalité trop aveugle peut faire plus de mal à la femme et aux enfants eux-mêmes.

C'est pourquoi votre rapporteur, si le Gouvernement croit pouvoir l'accepter, a intercalé entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 de l'article 7 le texte suivant : « La réduction à opérer pour cause d'absences injustifiées sur le montant des allocations familiales peut être portée au double. »

On pourrait donc pour chaque journée d'absence injustifiée, retrancher le montant des allocations dues pour deux journées de présence.

La Commission a été unanime à vous

proposer de libeller comme suit l'alinéa 4 :

« Les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps ne sont plus pris en considération en ce qui concerne les allocations et primes afférentes au travail de l'autre conjoint, *à moins qu'ils ne soient restés effectivement à la charge de ce dernier.* »

Ce texte permet d'intervenir en faveur de tous les enfants qui font effectivement partie du ménage, même s'ils sont les enfants propres du conjoint divorcé ou séparé de corps.

Il peut arriver, en effet, que l'un des deux conjoints ne s'intéresse plus à ses enfants propres et que l'autre désire quand même les garder.

Il n'était pas possible de supprimer l'énumération limitative qui termine l'alinéa 3, mais la modification proposée à l'alinéa 4, jointe aux trois cas mentionnés à l'alinéa 3, prévoit suffisamment les situations les plus intéressantes qui peuvent se présenter. Nous ne pouvions songer à les énumérer toutes. D'autre part, supprimer toute restriction, c'était se désarmer d'avance contre les abus toujours possibles. Rappelons une fois de plus, en terminant, que les statuts pourront toujours contenir des dispositions allant au delà du minimum fixé par la loi.

Le Rapporteur,
G. RUTTEN.

Le Président,
EYLENBOSCH.

(4)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 26 JANUARI 1928

Aanvullend verslag der Commissie voor Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot opneming in de lastkohieren van 's Rijks werken van eene bepaling betreffende het toekennen van de gezinsvergoedingen. (Tekst door den Senaat bij eerste lezing aangenomen.)

(Zie de n^{rs} 185, 380, (zitting 1925-1926), 258 (zitting 1926-1927) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 9, 16, 22, 29 en 30 Juni 1927; de n^{rs} 162, 219 (zitting 1926-1927), 7, 13, 16, 18, 23, 42, 48 (zitting 1927-1928) en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 14, 15, 20, 22 en 23 December 1927; 17, 18 en 26 Januari 1928.)

Aanwezig : de heeren EYLENBOSCH, wn. voorzitter; JAUNIAUX, MOYERSOEN, SIMONIS, VAN COILLIE en RUTTEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor Nijverheid en Arbeid heeft de volgende amendementen onderzocht die werden ingediend op den tekst door den Senaat in eerste lezing aangenomen.

De heer Moyersoen stelt voor het vijfde lid van artikel 3 te doen luiden als volgt :

« Desvoorkomend mag het bestuur der kas de minimabedragen, opgelegd door het wettelijk barema of door het althans gelijkwaardig barema, dat bij Koninklijk besluit werd toegestaan, verminderen hetzij naar verhouding, hetzij met een vaste som per kind en in de mate als noodig is opdat de gestelde grens niet worde overschreden. »

Ziehier welke beschouwingen werden aangevoerd om dit amendement te rechtvaardigen :

Moest men zich in al de gevallen bepalen tot eene evenredige vermindering, dan zou deze veel zwaarder druk-

ken op de kroostrijke gezinnen dan op die met één of twee kinderen. Het is immers duidelijk dat eene vermindering van 20 of 30 t. h. onbeduidend is, wanneer het slechts één of twee kinderen geldt. Het is echter aldus niet meer gesteld wanneer deze vermindering iedere maand slaat op bedragen van 200 tot 300 frank. Bijgevolg is het gepast gebleken de belanghebbenden te laten kiezen tusschen beide stelsels.

Uw verslaggever, zonder rekening te houden met zijn eigen voorkeur, heeft uitgezien naar eene tusschenoplossing die voldoening schenkt aan den heer Moyersoen, steller van het nieuwe amendement, en tevens rekening houdt met de bewijsgronden door de Regeering aangevoerd om haren tekst te wettigen, en die mij ten volle hadden gerustgesteld.

Tegen den tekst van den heer Moyersoens kan er worden aangevoerd dat het niet volstrekt waar is dat eene evenredige vermindering steeds zwaarder zal drukken op de kroostrijke gezinnen dan op de andere.

Onderstellen wij dat, om de 3 t. h. niet te overschrijden, het voorziene barema met 20 t. h. dient verminderd. Indien men, om daartoe te komen, 3 frank aftrekt aan hem die er slechts 15 ontvangt, dan is het duidelijk dat deze vermindering in verhouding aanzienlijker is dan die waarbij dezelfde som van 3 frank wordt afgetrokken aan hem die er 80 trekt. En dan heeft de Senaat, op verzoek van de overgrootte meerderheid der belanghebbenden, beslist een toelage te verleenen vanaf het eerste kind. Gewis heeft de Regeering zich het recht voorbehouden in uitzonderlijke gevallen ten bate van kroostrijke gezinnen de vergoedingen af te schaffen, die waren voorzien ten voordeele der eerste twee kinderen.

Doch ik oordeel dat het zou strijdig zijn met den geest van den tekst, die door de overgrootte meerderheid van den Senaat werd goedgekeurd, aan het bestuur eener kas zonder eenigerlei voorafgaande raadpleging toe te laten de vergoeding voor het eerste en voor het tweede kind op niets of bijna niets te brengen.

Merken wij ten slotte op dat het huidige ontwerp toelaat te bekomen wat de heer Moyersoen wil. Indien de meeste belanghebbenden wenschen dat de toelagen voor de eerste twee kinderen ten voordeele der kroostrijke gezinnen worden afgeschaft, dan zullen zij steeds van den Koning kunnen bekomen het gelijkwaardig barema voorzien bij lid 2. Wordt er alsdan eene tweede evenredige vermindering toegepast krachtens het huidige lid 5, dan blijven er voor de eerste twee kinderen slechts zoo geringe vergoedingen over dat zij geen schade meer kunnen berokkenen aan de kroostrijke gezinnen.

Derhalve stelt uw verslaggever U een nieuwen tekst voor, waarin zorgvuldig rekening wordt gehouden met de onderscheidene meeningen en die naar hij hoopt van aard is hier een meerderheid te vinden. De woorden « naar verhouding » vallen weg uit lid 5 zooals het in

eerste lezing werd aangenomen. Doch de tekst van dit lid zou worden aangevuld als volgt :

« Desvoorkomend mag het bestuur der kas de minimabedragen, opgelegd door het wettelijk barema of door het althans gelijkwaardig barema, dat bij Koninklijk besluit werd toegestaan, verminderen in de mate als noodig is opdat de gestelde grens niet worde overschreden.

» *De verschillende bedragen worden in gelijke verhouding verminderd.*

» *Evenwel mogen de bedragen voorzien voor de eerste twee kinderen in een sterkere verhouding worden verminderd dan de volgende bedragen, mits het verschil tusschen beide verhoudingen 100 t. h. niet overschrijde.* »

Laten wij veronderstellen dat de tekst is aangenomen en dat een vermindering met 20 t. h. noodzakelijk is. In uitzonderlijke gevallen zal de vermindering tot 40 t. h. voor de twee eerste kinderen kunnen belooopen.

Artikel 7. — Leden der Commissie hebben met nadruk gewezen op de bezwaren van de afwezigheidsgewoonte in de kolenmijnbedrijven bij den aanvang der week.

Om beter een misbruik te kunnen beteugelen dat niemand goedkeurt, hadden zij gewenscht dat het hun zou worden toegelaten tijdelijk de gezinsvergoedingen te onttrekken aan arbeiders die, na verwittiging, toch zouden volharden in de gewoonte des Maandags en soms de twee daaropvolgende dagen niet te komen werken. Doch de meerderheid in den Senaat wil niet dat de instelling der gezinsvergoedingen een middel worde om aan de arbeiders straffen op te leggen, zelfs zoo zij niet te verontschuldigen zijn. Zij was van meening dat de werkgevers over andere middelen beschikken om het misbruik der ongewettigde afwezigheid te beteugelen. Het blijft niettemin waar dat de vrouw en de kinderen die er het meest onder

lijden, groot belang erbij hebben dat dit misbruik zou verdwijnen. Op dit gebied kan al te blinde gevoelerigheid aan de vrouw en de kinderen grooter schade berokkenen.

Derhalve heeft uw verslaggever gemeend, zoo de Regeering daarmede vrede heeft, tusschen lid 2 en lid 3 van artikel 7 den volgende tekst te moeten inlasschen : « De afhouding, wegens ongewettigde afwezigheid, van het bedrag der gezinsvergoedingen kan tot het dubbel worden opgevoerd. »

Voor elken dag ongewettigde afwezigheid zou men dus het bedrag mogen aftrekken van de gezinsvergoedingen voor twee dagen verschuldigd.

Eensgezind stelt de Commissie U voor lid 4 te doen luiden als volgt : « De eigen kinderen van den uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot komen niet meer in aanmerking voor wat betreft de vergoedingen en premiën gehecht aan den arbeid van den anderen echtgenoot, *tenzij zij werkelijk ten laste van dezen laatste mochten gebleven zijn.* »

Deze tekst laat toe vergoedingen te verleenen voor al de kinderen die werkelijk deel uitmaken van het gezin, zelfs

zoo zij de eigen kinderen zijn van de uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot.

Het kan zelfs gebeuren dat een der echtgenooten geen belang meer stelt in een zijner eigen kinderen en dat de andere toch wenscht het bij zich te houden.

Het was niet mogelijk de beperkende opsomming aan het slot van lid 3 te doen wegvallen, doch de wijziging voorgesteld bij lid 4, gevoegd bij de drie gevallen vermeld bij lid 3, voorziet op voldoende wijze de meest belangwekkende toestanden die zich mochten voordoen. Wij kunnen er niet aan denken die allemaal op te sommen. Elke beperking daarentegen uitschakelen, ware zich bij voorbaat verloren geven tegenover steeds mogelijke misbruiken. Om te besluiten moeten wij er eens te meer op wijzen dat de statuten steeds bepalen mogen behelzen die verder strekken dan het bij de wet voorziene minimum.

De Verslaggever,
G. RUTTEN.

De Voorzitter,
EYLENBOSCH.